



## ARRETE MUNICIPAL

### Portant autorisation temporaire d'occuper le domaine public de Terres-de-Caux

Nous, Maire de Fauville-en-Caux, commune déléguée de Terres-de-Caux

**VU** le code général des Collectivités territoriales et notamment ses articles L2212-1 et suivants, L1311-1 à 1311-8 ; L2122-21 et L2213-6,

**VU** le code général de la Propriété des Personnes Publiques et notamment ses articles L2121-1, L2122-1 et suivants, L2125-1 et suivants,

**VU** le Code de la voirie routière,

**VU** l'article 610-5 du code pénal,

**CONSIDERANT** la demande présentée le 15 décembre 2025 par l'entreprise **CUBE** sise **546 rue des 18 Acres – 76330 PETIVILLE** pour le compte de **Monsieur FEVRIER Mathias**, sollicitant l'autorisation d'occuper le domaine public afin de **stationner un camion toupie de béton**, devant le n°173 rue de l'Epine Saint Paul à Fauville en Caux – 76640 TERRES-DE-CAUX,

**CONSIDERANT** qu'il convient de règlementer les occupations du domaine public qui dérogent à son utilisation normale,

#### ARRETONS

**ARTICLE 1 :** Le **vendredi 19 décembre 2025 de 8h00 à 12h00**, l'entreprise CUBE est autorisée à stationner un camion toupie de béton devant le **n°173 rue de l'Epine Saint Paul à Fauville en Caux – 76640 TERRES-DE-CAUX**.

**ARTICLE 2 :** A l'emplacement du camion toupie de béton, il sera interdit de stationner. Tout véhicule en infraction à la législation en vigueur pourra faire l'objet d'une mise en fourrière.

**ARTICLE 3 :** Le demandeur aura la charge de la signalisation de son chantier **dans les conditions prévues par l'instruction ministérielle sur la signalisation routière**. Il sera en outre responsable de tous les dommages et accidents prouvant résulter des travaux.

**ARTICLE 4 :** Le demandeur s'engage à respecter, en toutes circonstances, les lois et règlements se rapportant tant à l'occupation des lieux qu'aux activités autorisées. Il s'engage également à garantir la Commune de Terres-de-Caux contre tous recours, quels qu'ils soient, à la suite d'accidents ou dommages causés par les personnes ci-dessus visées au premier alinéa.

**ARTICLE 5 :** Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours auprès du maire de Terres-de-Caux. Un recours peut également être introduit devant le Tribunal Administratif de Rouen dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou du rejet du recours administratif par le maire, s'il a été formé dans le délai du recours contentieux.

**ARTICLE 6 :** Monsieur Le Maire, Le Commandant de la brigade de gendarmerie de Terres-de-Caux, le Chef de la police municipale intercommunale, sont chargés, chacun en ce qui concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Terres-de-Caux, le 15 décembre 2025.

**Bruno DELACROIX**

**Maire de Fauville-en-Caux**



*7, avec Fauville au cœur*

Auzouville-Auberbosc  
Bennetot  
Bermerville  
Fauville-en-Caux  
Ricarville  
St-Pierre-Lavis  
Ste-Marguerite-sur-Fauville